

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
RELEVÉ DE CONCLUSIONS

LUNDI 20 FEVRIER 2012 A **20H00**
Salle de Tourdan – Commune de Revel Tourdan

- ♦ **FINANCES** – Rapporteur : Philippe MIGNOT
 - 1- Compte administratif 2011 : - budget général
 - budget annexe de la redevance incitative
 - 2 – Affectation des résultats :
 - budget général
 - budget annexe de la redevance incitative
 - 3 – Compte de gestion du trésorier - budget annexe
 - budget annexe de la redevance incitative
 - 4 – Débat d'orientation budgétaire :
 - 5 – Ligne de trésorerie auprès de la Caisse d'épargne Rhône Alpes
 - 6 – Paiement des acquisitions foncières avant le vote du budget prévisionnel
- ♦ **ENVIRONNEMENT** – Rapporteur : Jean SAUNIER
 - 7 – Avenant au marché Serned
- ♦ **BATIMENTS** – Rapporteur : Jean Paul MONTAGNIER
 - 8 – Accessibilité :
 - commission intercommunale pour l'accessibilité
 - convention constitutive d'un groupement de commandes
 - 9 – Ferme du Bourg à Montseveroux – avenant au marché de travaux – lot 4
 - 10 – Ferme du Bourg à Montseveroux – avenant n°1 au marché de mission et protection de la santé
 - 11 – Convention d'utilisation d'un point d'eau
- ♦ **TOURISME** – Rapporteur : Mireille BOUVIER
 - 12 – Achat mobil home et tarifs location mobil homme – modification tarifs consommation électrique
- ♦ **ENFANCE – JEUNESSE** – Rapporteur : Angéline APPRIEUX
 - 13 – Engagement commun sur l'accueil petite enfance
- ♦ **ADMINISTRATION GENERALE** – Rapporteur : Christian NUCCI
 - 14 – Tarifs pour le personnel intercommunal mis à disposition des communes
 - 15 – Avancement de grade de 3 agents
 - 16 – Convention assistance juridique
- ♦ **QUESTIONS ORALES**
 - Changement dates bureau et Conseil de mars

Après l'accueil par Sylvie DEZARNAUD, maire de Revel Tourdan, des membres du Conseil, la séance débute par la lecture du compte rendu de la dernière séance, lequel ne soulève aucune observation.

L'ordre du jour est ensuite abordé.

I – Finances

RAPPORTEUR : Philippe MIGNOT

- **Compte administratif 2011 – budget général**

Il est proposé le compte administratif 2011 résumé ainsi :

Section de fonctionnement

Dépenses	6 672 249,87 €
Recettes	8 602 366,38 €
Excédent de fonctionnement	1 930 116,51 €

Section d'investissement

Dépenses	8 871 989,43 €
Recettes	7 529 242,86 €
Déficit d'investissement	1 342 746,57 €

Restes à réaliser dépenses	4 744 000,00 €
Restes à réaliser recettes	5 060 800,00 €
Déficit d'investissement après restes à réaliser	1 025 946,57 €

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : 2 CONTRE

- **Compte administratif 2011 – budget annexe de la redevance incitative**

Il est proposé le compte administratif 2011 résumé ainsi :

Section de fonctionnement

Dépenses	1 315 700,42 €
Recettes	1 535 411,17 €
Excédent de fonctionnement	219 710,75 €

Section d'investissement

Dépenses	39 080,40 €
Recettes	122 682,17 €
Excédent d'investissement	83 601,77 €

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : 3 CONTRE 1 ABSTENTION

- **Affectation des résultats – budget général**

Vu le compte administratif 2011,
Considérant l'excédent de fonctionnement de 1 930 116,51 euros,

La Commission finance propose d'affecter la somme de 1 030 000 euros à la section investissement afin de combler le déficit d'investissement.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Affectation des résultats – budget annexe de la redevance incitative**

Vu le compte administratif de la redevance incitative 2011,
Considérant l'excédent d'investissement de 83 601,77 euros,

Il est proposé de ne rien affecter à la section investissement.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : 1 ABSTENTION

- **Compte de gestion du trésorier – budget général**

Vu le compte administratif 2011,

Le compte de gestion du trésorier est conforme au compte administratif du budget général 2011.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Compte de gestion du trésorier – budget annexe de la redevance incitative**

Vu le compte administratif de la redevance incitative 2011,

Le compte de gestion du trésorier est conforme au compte administratif du budget annexe de la redevance incitative 2011.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Débat d'orientation budgétaire**

Il précise que le budget devra prévoir aucune augmentation des impôts et un autofinancement maximal.

- **Ligne de trésorerie auprès de la Caisse d'épargne**

Comme chaque année, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a besoin de contracter auprès de la Caisse d'Épargne une ouverture de crédit d'un montant maximum de 1 500 000 euros afin de lui permettre le financement de ses besoins ponctuels de trésorerie.

Les principales caractéristiques de cette ligne de trésorerie interactive sont les suivantes ;

- montant maximum : 1 500 000 €
- Durée : 1 an
- Taux : EONIA
- Marge : 2.50 %
- Paiement des intérêts : chaque trimestre civil par débit d'office
- Frais de dossier : 1 500 € (soit 0,10 % du montant emprunté)

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Paiement des acquisitions foncières avant le vote du budget prévisionnel**

Considérant la nécessité d'honorer les frais d'acquisitions, notamment des terrains de la ZA de Champlard et de l'acquisition du tènement à Jarcieu, avant le vote du budget,

Il est proposé d'autoriser le Président à mandater les dépenses d'investissement correspondantes aux acquisitions signées, autorisation spéciale qui sera reprise dans le budget primitif 2012.

Les crédits d'un montant de 500 000 euros seront affectés sur l'article 2111.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

II – ENVIRONNEMENT

RAPPORTEUR : Jean SAUNIER

- **Avenant modificatif au marché Serned**

Considérant que le marché en cours est soumis à un indice de révision des prix annuel,
Considérant que la législation modifie la formule de révision de prix,

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

III – BATIMENTS

RAPPORTEUR : Jean Paul MONTAGNIER

- **Accessibilité – Commission intercommunale pour l'accessibilité**

Vu l'article L 2143-3 du Code général des collectivités territoriales qui prévoit la création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité aux personnes handicapées dans les EPCI de plus de 5 000 habitants, qui exercent en plus la compétence « transports » ou « aménagement du territoire »,
Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Il est proposé de constituer une commission intercommunale pour l'accessibilité aux personnes handicapées qui aura pour mission :

- de dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports,
- d'établir un rapport annuel présenté en conseil communautaire,
- de faire toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Accessibilité – Convention constitutive d'un groupement de commandes**

Vu l'article 8 du Code des marchés publics relatif à la constitution d'un groupement de commandes,

Considérant la volonté de la Communauté de Communes et de ses communes membres de procéder à une étude relative à l'accessibilité,

Considérant que l'objectif de ce groupement est de désigner la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire comme coordonnateur et ayant la qualité de pouvoir adjudicateur afin d'assurer une coordination des travaux relatifs à l'accessibilité,

Une convention constitutive doit donc être signée par les membres du groupement, celle-ci définissant les modalités de fonctionnement du groupement (désignation du coordonnateur, définition des missions, modalité de leur adhésion).

Il importe de préciser que la mise en concurrence au nom du groupement sera réalisée après recensement et agrégation des besoins dans un seul cahier des charges mais qu'il appartiendra à chaque membre d'exécuter son propre marché.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

• **Ferme du Bourg à Montseveroux – avenant aux marchés de travaux – lot 4**

Vu les délibérations des 21 juillet 2008 et 2 juin 2009 relatives à l'approbation du projet de réhabilitation avec l'OPAC 38 d'un ensemble immobilière situé à la Ferme du Bourg à Montseveroux,

Vu la délibération du 26 juillet 2010 relative au choix des entreprises adjudicataires des travaux,

Vu la délibération du 25 juillet 2011 relative à un avenant n°1 au marchés de travaux,

Considérant la nécessité de réalisation de prestations supplémentaires dans le cadre de l'opération de réhabilitation du tènement immobilier Ferme du Bourg à Montseveroux, il est proposé de prendre un avenant n°2 aux marchés de travaux lot 4 – cloisons/doublage :

Lot	Entreprise	Marché initial HT	Avenant HT	%	marché HT	observations
4	PERROTIN SAS	71 881,50 €	1 200 €	+1.67	73 081,50 €	Murs de refends en pisé de hauteurs insuffisantes nécessitant le remplacement par des séparatifs isolés et murs et nécessitant l'ajout d'ossature pour maintien de l'isolation

La répartition de cet avenant s'effectue de la manière suivante :

- OPAC 38 (55 %) : 660 € HT
- CCTB (45 %) : 540 € HT

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

• **Ferme du Bourg – avenant n°1 au marché de mission et protection de la santé**

Vu les délibérations des 21 juillet 2008 et 2 juin 2009 relatives à l'approbation du projet de réhabilitation avec l'OPAC 38 d'un ensemble immobilier situé à la Ferme du Bourg à Montseveroux,

Vu la délibération du 20 juillet 2009 relative à l'approbation du choix du bureau de coordination SPS ATEC BVF pour une mission de coordination de sécurité et protection de la santé pour un montant de marché de 4 141 € HT,

Considérant la nécessité d'augmenter le montant du contrat initial pour cause d'allongement de 8 mois de la mission de coordination sécurité et santé consécutif au retard pris sur le chantier,

Il est proposé de prendre un avenant n°1 au contrat de mission de coordination de sécurité et protection de la santé.

Entreprise	Marché initial HT	Avenant HT	%	Nouveau marché HT
ATEC BVF	4 140 €	2 280 €	+55.07	6 420 €

La répartition de cet avenant s'effectue de la manière suivante :

- OPAC 38 (60 %) : 1368 € HT
- CCTB (40 %) : 912 € HT

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

• **Convention d'utilisation d'un point d'eau**

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Considérant la nécessité de contracter une convention d'utilisation d'un point d'eau avec des propriétaires privés et ce dans le but d'une meilleure efficacité des services de lutte contre l'incendie,

Il est proposé d'autoriser le Président à signer toute convention d'utilisation d'un point d'eau avec tout propriétaire le souhaitant.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

IV – TOURISME

RAPPORTEUR : Mireille BOUVIER

• **Achat mobil home et modification des tarifs**

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Vu la délibération en date du 19 décembre 2011 relative à l'approbation des nouveaux tarifs du camping,

Considérant la proposition d'achat d'un nouveau mobil home au camping,

Considérant la mise en location de ce mobil home pour l'année en cours,

Considérant qu'une erreur s'est glissée dans la tarification de la consommation électrique pour la partie mobil home,

Il est proposé la nouvelle grille tarifaire suivante :

	Tarifs
Nuitée (1 personne + emplacement tente ou caravane + 1 véhicule)	6,00 €
Nuitée (2 personnes + emplacement tente ou caravane + 1 véhicule)	10,00 €
Consommation électrique à la prise (10 A)	3,00 €/par jour
Forfait au mois (2 personnes + emplacement tente ou caravane + 1 véhicule et hors électricité) Pour un séjour de 3 semaines : au prorata du tarif mois	150,00 € en avril/juin et septembre/novembre 170,00 € en juillet/août
Consommation électrique	3,00 €/jour
Forfait saison (2 personnes + emplacement tente ou caravane + 1 véhicule, hors électricité) d'avril à septembre inclus	800 €
Consommation électrique	3,00 €/jour

Supplément emplacement Grand confort (eau + assainissement) pour mobil home	Forfait saison caravane 250 € Forfait saison 400,00 €
Mobil Home (4 personnes + terrasse aménagée + climatisation réversible, hors électricité)	210 € / semaine (15 juillet au 15 août) 180 € / semaine (reste de la saison) 0,30 € / Kwh
Consommation électrique (selon comptage)	
Jeton machine à laver	2,00 €
Supplément : Adultes (à partir de 7 ans)	3,00 €
Enfant (de 2 à 7 ans)	1,50 €
Enfant (moins de 2 ans)	Gratuit
Supplément voiture (pour non résidents)	Plus de voiture acceptée
Garage mort (voiture ou installation)	4,00 €
Animaux	0,50 €
Groupe	3,00 €
Caution badge entrée/sortie	20,00 €
Hivernage	120,00 €

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

VI – ADMINISTRATION GENERALE

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

• Tarifs pour le personnel intercommunal mis à disposition des communes

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire met à disposition des communes, pour assurer les travaux d'entretien et les remplacements de leurs agents, du personnel technique et administratif.

Les communes s'engagent à rembourser les heures effectuées pour leur compte par ces personnels sur la base du coût d'indice majoré correspondant au grade de l'agent plus les charges patronales.

Elles s'engagent également à rembourser les frais de déplacement.

A titre indicatif, pour l'année 2012, les coûts horaires sont les suivants :

Personnel technique : 14,66 €

Personnel administratif : 15,14 € et/ou 15,20 €

Frais de déplacement : tarif en vigueur selon arrêté ministériel

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

• Création d'un poste d'adjoint technique principal 2^{ème} classe par avancement de grade

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant statut de la fonction publique territoriale,
Vu en particulier le 2^{ème} alinéa de l'article 49 de la loi précitée (ajoutée par l'article 35 de la loi 2007 – 2009 du 19 février 2007),
Vu l'avis émis par le Comité Technique Paritaire,

Vu la délibération du 24 septembre 2007 relative à la détermination des taux de promotion pour les avancements de grade,

Considérant le droit de certains agents à bénéficier de cet avancement de grade,

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Créer un poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe, à temps complet, à compter du 1^{er} juin 2012,

Supprimer un poste d'adjoint technique 1^{ère} classe, à temps complet, à compter du 1^{er} juin 2012,

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Création de deux postes d'ATSEM principal 1^{ère} classe par avancement de grade**

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant statut de la fonction publique territoriale,
Vu en particulier le 2^{ème} alinéa de l'article 49 de la loi précitée (ajoutée par l'article 35 de la loi 2007 – 2009 du 19 février 2007),

Vu l'avis émis par le Comité Technique Paritaire,

Vu la délibération du 24 septembre 2007 relative à la détermination des taux de promotion pour les avancements de grade,

Considérant le droit de certains agents à bénéficier de cet avancement de grade,

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Créer deux postes d'ATSEM principal 1^{ère} classe, à temps non complet de 27h, à compter du 1^{er} mars 2012,

Supprimer deux postes d'ASTEM principal 2^{ème} classe, à temps non complet de 27h, à compter du 1^{er} mars 2012,

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Convention assistance juridique**

Le contexte juridique des collectivités territoriales en général s'est considérablement complexifié.

La sécurité des actes administratifs de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire est donc le préalable nécessaire au montant de projets structurants dont les implications sont largement pluridisciplinaires : droit et contentieux administratif général, foncier, finance, personnel intercommunal, contrats, suivi et procédures d'urbanisme, hygiène etc ...

Aussi, le cabinet de Maître FESSLER a été retenu pour assurer l'assistance et les conseils juridiques de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire moyennant le prix forfaitaire de 2 850,00 € HT pour l'année 2012.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

VII – QUESTION ORALE

- **Changement dates Bureau et Conseil de mars**

Afin de permettre à la commission finances de se réunir avant le Bureau communautaire de mars, il est proposé de décaler les dates des Bureaux et Conseil et de proposer :

- Bureau communautaire le 12 mars au lieu du 5 mars initialement prévu
- Conseil communautaire le 26 mars au lieu du 19 mars initialement prévu

* *
*